

Rentrée des classes : quels ajustements sont nécessaires pour renforcer l'École ?

À la veille de la rentrée 2020-2021, les autorités scolaires avaient adopté des principes valables dans toute la Suisse. Ainsi, le 25 juin 2020, les membres de la CDIP avaient décidé que l'année 2020-2021 devait avoir le statut d'une année scolaire ordinaire. Malheureusement, cela ne s'est pas toujours vérifié. D'une part, l'année scolaire écoulée a montré une fois de plus le fort engagement des enseignant·es, mais d'autre part, elle a également exigé beaucoup d'elles et d'eux. Du point de vue de la Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) et du Syndicat des Enseignant·es Romand·es (SER), des ajustements sont donc nécessaires pour que l'année scolaire à venir se déroule dans la sérénité. Cela permettra également de garantir la qualité de l'enseignement et d'améliorer l'attrait de la profession. Ces mesures doivent être mises en œuvre au cours des prochains mois, quelle que soit l'évolution de la pandémie.

Comment la COVID-19 affecte-t-elle la situation des enseignant·es ?

La pandémie est une période stressante pour tout le monde, particulièrement pour les personnes exerçant une profession indispensable. Chaque jour, malgré des conditions difficiles, **les enseignant·es ont donné le meilleur d'elles et d'eux-mêmes avec un grand engagement pour assurer la continuité pédagogique pour les enfants et les jeunes** et pour transmettre le contenu des apprentissages conformément au plan d'études. Elles et ils ont toujours été confronté·es à des exigences élevées de flexibilité et à des incertitudes de planification. Celles-ci continuent, la pandémie n'étant pas encore terminée.

Manque de personnel qualifié

La crise de la COVID-19 a également renforcé le caractère exigeant de la profession d'enseignant·e. Pour exercer cette activité, il est **impératif de disposer d'une formation appropriée**. Cependant, un tiers des directions d'école n'a pu recruter que des enseignant·es partiellement formé·es l'été dernier. La pénurie flagrante de spécialistes, déjà existante, a été exacerbée par ce manque de remplaçant·es qualifié·es.

Selon les prévisions de l'Office fédéral de la statistique (OFS), la vague de départs à la retraite de la génération du baby-boom a atteint son apogée. Ainsi, au cours de l'année scolaire 2019/2020, 32% des enseignant-es de l'école obligatoire étaient âgé-es de 50 ans ou plus. Cet effet du vieillissement du corps enseignant se poursuivra jusqu'en 2022. Dans le seul canton de Berne, 400 enseignant-es prendront leur retraite cet été. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'élèves, il est donc réjouissant de constater que le nombre d'étudiant-es dans les HEP augmente également. Néanmoins, selon le rapport sur l'éducation 2018, en moyenne, seule un peu plus de la moitié de la demande supplémentaire annuelle prévue devrait être couverte par les enseignant-es nouvellement formé-es. En bref, la situation de l'emploi est et reste précaire.

Les trois exigences de LCH et du SER

Afin d'améliorer la situation de l'emploi, LCH et le SER appellent les autorités à prendre rapidement des mesures concrètes.

- Les enseignant-es ont besoin de plus de reconnaissance. C'est la condition sine qua non pour que celles et ceux qui choisissent cette profession y restent. Les responsables politiques devraient mieux reconnaître la valeur des enseignant-es et leur rôle indispensable dans la société, particulièrement au moment de la crise.
- Des mesures durables sont donc nécessaires pour améliorer le statut et l'attractivité de la profession. Cela inclut une bonne formation initiale et continue fondée sur les besoins avérés des enseignant-es, ainsi que des salaires et des horaires de travail équitables. Un enseignement de haute qualité et efficace ne peut être obtenu qu'avec les enseignant-es les mieux formé-es. Après tout, comme l'a montré la méta-étude révolutionnaire de John Hattie "Visible Learning", un-e bon-ne enseignant-e a une influence majeure sur la réussite scolaire des enfants et des jeunes.
- Les écoles commencent une fois de plus l'année scolaire dans un environnement pandémique. La protection de la santé dans les écoles reste donc une priorité absolue. Les enseignant-es dépendent des directives claires des cantons et des administrations scolaires pour faire face à la pandémie. Les autorités doivent maintenant faire connaître les différents scénarios possibles, élaborer et communiquer des mesures de protection nécessaires et réalisables.

L'impact de la crise sur les élèves : les enseignant-es sont à leur côté.

La diminution constante du nombre de cas depuis le printemps permet d'espérer qu'avec la prudence nécessaire, les assouplissements prévus des mesures de

protection et d'hygiène pourront être pérennisés et étendus lors de cette nouvelle année. Il est important que les enfants et les adolescent-es retrouvent une vie scolaire quotidienne aussi normale que possible. Pour LCH et le SER, **un élément central est que les activités en dehors de la classe, comme les excursions, les camps scolaires ou les visites d'entreprises et de musées, puissent à nouveau avoir lieu sans restrictions.**

Les voyages et les camps scolaires jouent un rôle essentiel dans l'apprentissage spécifique et interdisciplinaire.

Dans les plans d'études (Lehrplan21 et PER), l'école est considérée comme un espace créatif, d'apprentissage et de vie. Ainsi, le Lehrplan21 mentionne : "La tâche centrale de l'école est de permettre aux élèves de vivre des expériences culturelles et formatrices et, ce faisant, de leur transmettre des compétences de base disciplinaires et interdisciplinaires."

Sortir régulièrement de la classe est indispensable pour établir **un lien entre vie scolaire et monde réel**. En outre, certains objectifs des plans d'études exigent explicitement un apprentissage hors de l'école. Les activités en groupe, les contacts sociaux et les expériences en dehors de l'école sont non seulement essentiels pour le développement des jeunes, mais seront encore plus importants lors de cette nouvelle année scolaire. Le retard est énorme : pendant un an et demi, ces expériences ont été réduites au strict minimum, voire supprimées complètement. **Ainsi, le SER et LCH soutiennent la mise en place de tests salivaires de masse réguliers dans les écoles.** Ceux-ci ont déjà fait leur preuve dans de nombreuses écoles.

Initiatives parlementaires : les classes d'école devraient pouvoir voyager à moindre cout

Il est très heureux qu'aujourd'hui, jour de notre conférence de presse, quatre initiatives parlementaires sur les frais de déplacement des classes soient discutées au sein de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-CN). Ces propositions formulées de manière identique par des politicien-nes de divers bords demandent que les entreprises de transport public soient obligées de proposer aux écoles des cartes journalières à prix réduit, à partir de 5 francs. La Confédération devrait compenser leur manque à gagner. Cela permettrait non seulement d'alléger le budget des écoles, mais aussi de faciliter la réalisation d'activités d'apprentissage extrascolaires.

LCH et le SER font campagne depuis des **années pour des frais de transport plus appropriés pour les classes d'école**. Cette préoccupation est devenue plus centrale et importante que jamais depuis l'arrêt du Tribunal fédéral de décembre 2017, selon lequel les autorités scolaires peuvent facturer aux parents un maximum de 16 francs par jour pour les camps scolaires obligatoires afin de préserver la gratuité de l'école.

Par ailleurs, **LCH et le SER sont intervenus auprès des CFF et ont envoyé un courrier en mai 2019 pour exiger une baisse du prix des sorties scolaires.**

La crise sanitaire a rendu le choix de formation plus difficile

Dans le processus de **choix de la formation professionnelle, il y a aussi beaucoup de rattrapage à faire**, pour que les jeunes en Suisse aient de bonnes chances de faire le meilleur choix de formation. En raison de la pandémie, il a été difficile, voire impossible, pour nombre d'entre elles et eux de trouver des places de stage ou même d'apprentissage. De nombreux salons des métiers et journées de découverte ont été annulés ou n'ont eu lieu que virtuellement. En outre, la pression sur les élèves et leurs familles s'est accrue, notamment parce que les entreprises cherchent à attirer les meilleur-es candidat-es le plus tôt possible. Et cela même si les jeunes n'ont pas encore eu l'occasion d'aborder le choix de leur formation en détail à l'école. Afin de maintenir l'égalité des chances, les adolescent-es doivent bénéficier du temps et du soutien nécessaires. Cela passe par des salons de l'emploi, mais aussi par des stages professionnels qui permettent aux jeunes de se familiariser avec une profession sans la pression de la sélection. Enfin, les entreprises doivent rester attachées à leur rôle dans le système de formation duale, même en période difficile. Sinon, les jeunes risquent de choisir un métier sous la pression et le nombre d'abandons d'apprentissage continuera à augmenter. Cela serait désastreux tant pour les jeunes que pour la société.

LCH et le SER l'ont publiquement fait savoir et ont évoqué ce problème lors de différentes rencontres avec les parties prenantes du monde des affaires, de la politique et de l'éducation pour s'assurer que le calendrier de choix de carrière convenu soit respecté et appliqué. Les deux associations continueront à faire part de cette préoccupation aux instances concernées lors de cette nouvelle année scolaire. LCH a lancé le prix Richard Beglinger. Il s'agit d'honorer les organismes publics et privés ainsi que les personnes qui ont rendu des services exceptionnels en matière d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes.

Faire progresser la transition numérique dans les écoles d'une manière qui favorise l'égalité des chances.

La transition numérique dans les écoles continuera d'occuper les établissements, les enseignant-es et les élèves au cours des prochaines années scolaires. Avec l'interdiction de l'enseignement en présentiel au printemps 2020 et l'enseignement à distance qui en a découlé, la discussion sur les équipements techniques s'est imposée. Il est apparu que les écoles n'étaient pas égales par rapport au numérique. Il ne suffit pas d'avoir des appareils et un réseau local sans fil qui fonctionnent, même si ce sont probablement des conditions préalables et indispensables à un enseignement moderne. **De nouvelles approches pédagogiques, de nouveaux matériels d'enseignement et une formation continue appropriée pour les enseignant-es sont également**

nécessaires. En outre, les écoles ont besoin de spécialistes qui peuvent soutenir les enseignant-es et les directions scolaires directement dans leurs collèges.

Il s'agit maintenant de tirer les leçons de cette expérience. D'autres efforts ciblés de la part des communes et des cantons sont nécessaires pour que la transition numérique puisse être harmonieuse dans les écoles de toute la Suisse, de manière à assurer l'égalité des chances. Les enseignant-es de tous niveaux doivent être préparé-es à ces défis en constante évolution par des formations initiales et continues appropriées, afin de pratiquer de manière sûre une interaction équilibrée entre l'apprentissage analogique et numérique. Au niveau national, une stratégie de protection et d'utilisation des données est nécessaire pour que les données du système éducatif puissent être utilisées de manière judicieuse tout en étant protégées de l'extérieur.

La crise de la COVID-19 souligne l'importance d'une bonne gestion de la santé dans les écoles

Durant l'année scolaire écoulée, de multiples mesures sanitaires ont rythmé les journées dans les classes : lavage des mains, désinfection des tables, port du masque, aération. Ce dernier point, qui semble être une évidence en temps normal, s'est révélé essentiel. Malgré les difficultés de gestion en lien avec les températures extérieures, les enseignant-es ont remarqué que cette aération régulière apportait une meilleure qualité de vie dans les classes. Ces observations empiriques confirment les résultats des différentes études sur le lien entre le taux de CO₂ dans l'air et les résultats des élèves. Nous devons également prendre en compte que la qualité de l'air dépend aussi des bâtiments scolaires actuels, lesquels présentent des différences importantes dues à leur âge et leur type de construction. Il est donc maintenant nécessaire de prendre des mesures dans toutes les écoles suisses afin de les équiper avec des détecteurs de CO₂. Cela améliorera le confort, la concentration des élèves et donc leurs résultats. Il n'est pas suffisant de dire qu'il suffit d'ouvrir régulièrement les fenêtres. Pour la santé de toutes et tous, **équiper les classes de tels appareils de mesures (peu onéreux) est une action concrète à mettre en place cette année.** C'est la meilleure façon d'améliorer durablement la situation de la qualité de l'air dans les salles de classe.

Faire un pas en avant avec des responsables de la protection de la santé

La mise en place et la gestion des mesures sanitaires, mais aussi celle des tests de masse, ont incombé aux directions. Cependant, bien qu'elles aient correctement géré la situation, cela ne fait pas partie de leur cahier des charges. De ce fait, ces aspects sont peu abordés dans les formations proposées pour les directions d'établissement. Celles-ci ont donc paré au plus pressé, mais leur action aurait été plus efficace si des personnes formées dans le domaine de la santé au travail avaient pu s'occuper de la

mise en place de ces mesures. Le SER et LCH ont déjà demandé à plusieurs reprises que des responsables de la protection de la santé soient formé-es et des postes créés dans les écoles en Suisse. Il est maintenant temps que les autorités proposent des avancées dans ce dossier : la protection de la santé des élèves et des enseignant-es doit être une priorité et cela passe par **la création rapide de tels postes dans les écoles, ainsi que par la formation de responsables de la protection de la santé en milieu scolaire.**

Ces personnes formées pourront dès lors s'occuper de proposer les adaptations nécessaires pour faire des écoles des lieux sains et sécurisés à tous les niveaux : qualité de l'air, isolation phonique, qualité de la lumière, ergonomie des places de travail, etc. Ces demandes déposées auprès des autorités par le SER et LCH en 2017 peinent à être prises en compte. Pourtant, un employeur a l'obligation de veiller à la protection de la santé de ses employé-es. Cela doit aussi être le cas pour les enseignant-es. Cela sera ensuite, tout naturellement, bénéfique pour les élèves.

La santé psychique et les priorités en matière de vaccination restent d'actualité

Il faudra aussi veiller attentivement à la santé psychique des enseignant-es ces prochains mois. En effet, des enquêtes et sondages réalisés au cours de l'année scolaire écoulée ont montré que les enseignant-es sont souvent épuisé-es et stressé-es. Elles et ils ont fait tout ce qui était humainement possible dans les circonstances difficiles de la pandémie. Mais cette année scolaire n'a pas été comme les autres. Les enseignant-es en ont beaucoup souffert et le carcan des mesures de protection a fini par provoquer un climat de résignation et de lassitude. De plus, les activités extrascolaires importantes ont manqué aux élèves comme aux enseignant-es.

La **vaccination prioritaire non-obligatoire** pour les enseignant-es et les autres professions qui ont aussi des liens étroits et prolongés avec d'autres personnes dans leur travail quotidien est toujours une demande formelle du SER et de LCH, **dès que la 3e dose (rappel) sera nécessaire.**

Comme ce fut le cas ce printemps, il est important de maintenir les écoles ouvertes dans la mesure du possible et d'éviter la mise en quarantaine des enseignant-es, ce qui perturberait le bon fonctionnement des écoles et la qualité de l'enseignement. Il va de soi qu'il faut également protéger les enfants et les jeunes ainsi que l'ensemble du personnel scolaire. À cette fin, le port du masque était essentiel au plus fort de la crise. Cependant, le fait que les visages soient couverts affecte la qualité du contact entre les adultes et les enfants, ainsi qu'entre les jeunes eux-mêmes. Avec la vaccination du personnel enseignant et l'amélioration de la situation épidémiologique, des assouplissements sont désormais possibles. Les écoles sont et resteront dépendantes de l'expertise des épidémiologistes et des instructions claires des autorités scolaires dans ce domaine.

La formation ne se limite pas à l'école.

La Journée Suisse de l'Éducation a lieu tous les deux ans. Le principal évènement de politique éducative au niveau national est organisé conjointement par la Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) et le Syndicat des Enseignant·es Romand·es (SER). Cette année, la Journée Suisse de l'Éducation se concentre sur les secteurs préscolaires et extrascolaires.

D'une part, il s'agit de **l'importance d'un soutien précoce**. Les quatre premières années de la vie sont parmi les plus importantes pour le développement de l'enfant. Les bases d'une carrière scolaire réussie sont déjà posées avant que les enfants ne commencent l'école. Du point de vue de l'école en tant que lieu d'accueil, la formation, l'accueil et l'éducation de la petite enfance (FAE-PE) sont donc de la plus haute importance.

D'autre part, la Journée Suisse de l'Éducation traitera **des structures de jour**. Elles sont importantes afin de fournir des soins et un soutien à toutes et tous les élèves en fonction de leurs besoins. Toutefois, les structures de jour ne peuvent avoir un effet positif sur l'apprentissage disciplinaire et social ainsi que sur le développement personnel et l'égalité des chances que si les services, l'infrastructure et l'encadrement sont de qualité élevée et durable. Lors de la Journée Suisse de l'Éducation du 3 septembre, des expert·es de la politique de l'éducation, de l'économie et du système éducatif discuteront de ces deux sujets importants.

Conclusion

Les demandes formulées aujourd'hui, dont certaines ne sont pas nouvelles, doivent être rapidement mises en place par les autorités. Ces ajustements sont nécessaires pour renforcer l'École et garantir sa qualité sur le moyen terme, mais surtout pour lui permettre de retrouver dès aujourd'hui la sérénité indispensable à son bon fonctionnement pour le profit de toutes et tous, mais en particulier de celui des élèves. Le SER et LCH continueront de s'engager pour que l'École en Suisse continue d'être un service public dans lequel les différent·es acteurs et actrices vivent avec un sentiment de confiance.